

Article 1. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 2 de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er, alinéa 2 est complété comme suit :

" Elle peut être retirée à la demande du détective privé autorisé, selon la procédure déterminée par le Roi. "

2° le § 1er, alinéa 4 et le § 2 sont abrogés.

Art. 3. L'article 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

" Article 3. § 1er. Lorsque le demandeur a un lieu d'établissement en Belgique, l'autorisation n'est accordée que s'il remplit les conditions suivantes :

1° ne pas avoir été condamné, même avec sursis, du chef d'une infraction quelconque à un emprisonnement de six mois ou à une peine correctionnelle moindre pour violation de domicile, violation du secret de la correspondance, coups et blessures volontaires, vol, extorsion, abus de confiance, escroquerie, faux en écritures, attentat à la pudeur, viol, infraction à la législation relative aux armes et aux stupéfiants, infractions prévues aux articles 379 à 386ter du Code pénal, corruption de fonctionnaires, usage de faux noms, recel, émission de chèques sans provision, faux serment, fausse monnaie, infraction aux articles 259bis et 314bis du Code pénal, infraction à l'article 111 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques et économiques, infraction à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, infractions à l'article 227 du Code pénal.

Les personnes qui, à l'étranger, ont été condamnées pour des faits similaires par un jugement coulé en force de chose jugée ou celles qui ont été condamnées à l'étranger à un emprisonnement d'au moins six mois du chef d'une infraction quelconque, sont réputées ne pas satisfaire à la condition prévue ci-dessus;

2° être ressortissant d'un état membre de l'Union européenne;

3° ne pas exercer simultanément d'activités dans une entreprise de gardiennage, une entreprise de sécurité ou un service interne de gardiennage, des activités relatives à la fabrication, au commerce et au port d'armes et au commerce de munitions ou toute autre activité qui, du fait qu'elle est exercée par un détective privé, peut constituer un danger pour l'ordre public ou pour la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat.

Est considéré d'office comme constituant un danger pour l'ordre public au sens de l'alinéa 1er, l'exercice concomitant de la profession de détective et d'une activité professionnelle donnant accès à

des données à caractère personnel, sauf si la profession de détective est une composante inhérente à ladite activité;

4° satisfaire aux conditions de formation et d'expérience professionnelles arrêtées par le Roi;

5° ne pas avoir été, au cours des cinq dernières années, membre d'un service de police ou d'un service de renseignement tel que défini par la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignement, ni titulaire d'une fonction militaire ou publique figurant sur une liste arrêtée par le Roi, ce délai étant porté à dix ans pour ceux qui ont été révoqués ou démis d'office de leur emploi;

6° être âgé de 21 ans accomplis.

§ 2. Lorsque le demandeur n'a pas de lieu d'établissement en Belgique, l'autorisation n'est accordée que si le demandeur remplit les conditions suivantes :

1° ne pas avoir subi une des condamnations visées au § 1er, 1°;

2° être ressortissant d'un état membre de l'Union européenne;

3° avoir fait choix d'un lieu d'établissement auprès d'un détective privé autorisé et établi en Belgique qui garantit que le demandeur respecte les articles 5, 6 et 7;

4° ne pas exercer, simultanément, en Belgique ou à l'étranger, une activité équivalente à celles mentionnées au § 1er, 3°;

5° avoir suivi avec succès la formation prévue conformément au § 1er, 4°, ou avoir bénéficié d'une formation équivalente;

6° ne pas avoir été, dans les cinq années qui précèdent la demande, membre d'un service ou titulaire d'une fonction assimilables à ceux mentionnés au § 1er, 5°;

7° être âgé de 21 ans accomplis.

§ 3. Le détective privé doit, pendant toute la période durant laquelle il exerce ses activités professionnelles, satisfaire aux conditions énumérées dans le présent article.

Le détective privé auprès duquel le détective visé au § 2 a fait choix d'un lieu d'établissement doit, pendant la même période, disposer de l'autorisation prévue à l'article 2, § 1er, alinéa 1er, et ne pas avoir fait l'objet d'une mesure de suspension ou de retrait de cette autorisation.

§ 4. Indépendamment de la vérification des conditions énumérées aux §§ 1er à 3, le ministre de l'Intérieur dispose d'un pouvoir d'appréciation relatif aux faits commis par le détective ou par le candidat détective qui, même s'ils n'ont pas fait l'objet d'une condamnation pénale, constituent un manquement grave à la déontologie professionnelle et portent atteinte de ce fait au crédit de l'intéressé. "

Art. 4. L'article 4, alinéa 2, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

" La dérogation visée à l'alinéa 1er pourra être accordée :

- soit au détective privé dont l'activité constitue une composante inhérente à l'activité principale;

- soit au détective privé qui obtient pour la première fois l'autorisation d'exercer la profession. Dans ce cas l'autorisation d'exercice à titre accessoire ne sera conférée que pour le premier terme de cinq ans. "

Art. 5. A l'article 5 de la même loi, modifié par la loi du 30 juin 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

" Il est interdit au détective privé d'espionner ou de faire espionner ou de prendre ou de faire prendre intentionnellement des vues de personnes qui se trouvent dans des lieux non accessibles au public, à l'aide d'un appareil quelconque, sans que le gestionnaire du lieu et les personnes concernées aient donné leur consentement à cette fin;

2° à l'alinéa 2, les mots " aux premier et deuxième alinéas " sont remplacés par les mots " à l'alinéa 1er ".

Art. 6. L'article 6 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

" Art. 6. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, limiter ou interdire l'usage par les détectives privés de certains moyens et méthodes dans l'exercice de leurs activités. "

Art. 7. A l'article 7 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est complété par les mots " ou relatives à leur appartenance mutualiste. ";

2° à l'alinéa 3, les mots " ou aux origines sociales ou ethniques " sont insérés après le mot " santé ".

Art. 8. A l'article 8 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° le texte actuel qui formera le § 1er, est complété par un alinéa, libellé comme suit :

" La convention écrite est conservée pendant cinq ans par le détective privé. ";

2° l'article est complété par un § 2, libellé comme suit :

" § 2. Si le client est en même temps l'employeur du détective privé, le § 1er n'est pas d'application. Dans ce cas, le détective privé tient un registre des missions. Ce registre est complété à la date où le détective privé est chargé d'une mission. Il comprend les mentions suivantes : le nom du client, la description précise de la mission, la date à laquelle le détective privé est chargé de la mission, ainsi que la date à laquelle la mission prendra fin.

Le registre est conservé pendant cinq ans par le détective privé. "

Art. 9. L'article 9 de la même loi dont le texte actuel formera le § 1er, est complété par un § 2, rédigé comme suit :

" § 2. Si le client est en même temps l'employeur du détective privé, le § 1er, alinéa 1er, 2° et alinéa 4 ne sont pas d'application. "

Art. 10. A l'article 10, alinéa 3, de la même loi, les mots " dans la convention visée à l'article 8 " sont remplacés par les mots " dans la convention visée à l'article 8, § 1er ou dans le registre des missions visé à l'article 8, § 2. "

Art. 11. A l'article 16 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er, 1° est remplacé par le texte suivant :

" 1° a) lorsque le détective privé a un lieu d'établissement en Belgique : le bourgmestre de la commune ou le détective privé est inscrit au registre de la population ainsi que celui de la commune ou le détective est établi;

b) lorsque le détective privé n'a pas de lieu d'établissement en Belgique : le bourgmestre de la commune ou le détective privé a fait choix de son lieu d'établissement en application de l'article 3, § 2, 3°. "

2° le § 2, alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

" Sans préjudice de l'application de l'article 30 du Code d'instruction criminelle et de l'article 1er, 3° de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, le détective privé qui est chargé par son client de recherches ou d'enquêtes relatives à des faits qui constituent des crimes ou des délits ou qui, dans l'accomplissement de sa mission, acquiert la connaissance de faits qui constituent des crimes ou des délits, doit en aviser sans délai et par écrit le procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel ce crime ou ce délit a été commis. "

Art. 12. Un article 16bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

" Art. 16bis. Le détective privé, auprès duquel un détective privé non établi en Belgique a fait choix de son lieu d'établissement, exerce sur ce détective la surveillance nécessaire pour le respect de son obligation visée à l'article 3, § 2, 3°.

Il fait trimestriellement rapport au Ministre de l'Intérieur sur la manière dont le détective pour lequel il se porte garant s'acquitte de ses activités. Il est tenu d'informer les autorités compétentes de tout manquement du détective privé pour lequel il se porte garant aussitôt qu'il en a connaissance. "

Art. 13. A l'article 17 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans le texte néerlandais des alinéas 1er et 4, les mots " en de agenten " sont insérés entre les mots " ambtenaren " et " aan ".

2° L'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

" Dans l'exercice de leurs fonctions, les personnes visées à l'alinéa 1er peuvent :

1° avoir accès à l'agence du détective privé pendant les heures habituelles d'ouverture ou de travail;

2° procéder à toute enquête, tout contrôle et toute audition, prendre tous les renseignements qu'ils estiment nécessaires afin de s'assurer que les dispositions de cette loi et de ses arrêtés d'exécution soient respectées, et en particulier :

a) questionner, si elles le jugent nécessaire, toute personne ayant connaissance de faits pouvant être utiles au bon déroulement du contrôle;

b) se faire produire sur place les documents, pièces, registres, livres, disques, bandes magnétiques ou supports informatiques, qu'ils estiment nécessaires dans le cadre de leurs recherches et de leurs constatations et en prendre des extraits, des copies ou des doubles;

c) saisir, contre accusé de réception, les documents repris sous b) nécessaires à l'établissement de la preuve d'une infraction à cette loi ou à ses arrêtés d'exécution;

d) s'ils ont des raisons de croire à l'existence d'une infraction, entrer dans les locaux habités, moyennant l'autorisation préalable du juge du tribunal de police. Les visites dans les locaux habités devront s'effectuer entre huit et dix-huit heures par au moins deux fonctionnaires ou deux agents.

Les personnes visées à l'alinéa 1er, devront prendre les mesures nécessaires afin de respecter le caractère confidentiel des données personnelles dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur mission et d'assurer que ces données seront exclusivement utilisées dans l'exercice de leur mission.

En cas de saisie d'un dossier relatif à l'exécution d'une prestation par le détective privé, celui-ci en avertit le client concerné.

Les fonctionnaires et les agents désignés par le Roi peuvent faire appel à l'assistance de la police communale et de la gendarmerie dans l'exercice de leurs fonctions. "

Art. 14. A l'article 19 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par ce qui suit :

" Les auteurs des infractions à l'article 2 sont passibles d'une amende de 1 000 francs à 10 000 francs et d'un emprisonnement de huit jours à six mois ou d'une de ces peines seulement. Les auteurs des infractions à l'article 7 sont passibles d'une amende de 1 000 francs à 100 000 francs et d'un emprisonnement de huit jours à six mois, ou d'une de ces peines seulement ";

2° à l'alinéa 3, le chiffre " 14 " est supprimé;

3° entre l'alinéa 4 et l'alinéa 5 est inséré un alinéa, libellé comme suit :

" Les auteurs des infractions à l'article 14 sont punis des peines prévues à l'article 227 du Code pénal. ";

4° à l'alinéa 5, les mots " aux alinéas 1er à 3 " sont remplacés par les mots " aux alinéas 1er à 5 ".

Art. 15. A l'article 20 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1er, alinéa 1er, la phrase " Le montant du prélèvement est fixé à 10 000 francs " est remplacée par la phrase " Le montant du prélèvement est fixé à 15 000 francs ".

2° Au § 1er, alinéa 2, les mots " à cette fin, les montants sont liés à l'indice-pivot 240,77 " sont remplacés par les mots " à cette fin, les montants sont liés à l'indice-pivot 140,77 ".

3° Le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

" § 3. Le prélèvement est dû à partir de l'année pendant laquelle le détective privé obtient son autorisation et est proportionnel au nombre de mois durant lesquels l'exercice de la profession est autorisé.

L'imposition du prélèvement a lieu une fois par an, dans le courant du mois de mars. Pour une première autorisation, l'imposition du prélèvement aura lieu immédiatement.

Le Roi désigne les fonctionnaires et agents du ministère de l'Intérieur qui sont chargés de la perception et du recouvrement du prélèvement et du contrôle du respect des obligations y afférentes. "

Art. 16. L'article 22 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

" Art. 22. § 1er. Le détective qui exerçait déjà ses activités professionnelles le 15 avril 1991, ne doit pas satisfaire à la condition de formation visée respectivement à l'article 3, § 1er, 4°, et à l'article 3, § 2, 5°, s'il a demandé l'autorisation visée à l'article 2, au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur de la présente disposition.

Il ne doit pas satisfaire à la condition prévue respectivement à l'article 3, § 1er, 5°, et à l'article 3, § 2, 6°, sauf s'il a été destitué ou démis d'office de ses fonctions.

§ 2. La preuve de l'exercice des activités professionnelles le 15 avril 1991 peut être fournie par tous les moyens de preuve écrits à l'exception de l'attestation. "

Art. 17. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur belge.

Donné à Ciergnon, le 30 décembre 1996.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

J. VANDE LANOTTE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

S. DE CLERCK

Artikel 1. De huidige wet regelt een materie bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 2 van de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, tweede lid wordt aangevuld als volgt :

" Zij kan worden ingetrokken op verzoek van de vergunde privé-detective overeenkomstig de door de Koning bepaalde procedure. "

2° § 1, vierde lid en § 2 worden opgeheven.

Art. 3. Artikel 3 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

" Artikel 3. § 1. Indien de aanvrager een vestigingsplaats in België heeft, wordt de vergunning slechts verleend indien hij voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° niet veroordeeld zijn, zelfs niet met uitstel, tot een gevangenisstraf van ten minste zes maanden wegens enig misdrijf, of tot een lagere correctionele straf wegens huisvredebreuk, schending van het briefgeheim, opzettelijk toebrengen van slagen of verwondingen, diefstal, afpersing, misbruik van vertrouwen, oplichting, valsheid in geschrifte, aanranding van de eerbaarheid, verkrachting, inbreuk op de wapenwetgeving en de wetgeving op de verdovende middelen, misdrijven bepaald bij artikel 379 tot 386ter van het Strafwetboek, omkoping van ambtenaren, gebruikmaking van valse namen, heling, uitgifte van ongedekte cheques, meineed, valsmunterij, overtreding van de artikelen 259bis en 314bis van het Strafwetboek, overtreding van artikel 111 van de wet van 21 maart 1991 houdende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, overtreding van de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, overtredingen van artikel 227 van het Strafwetboek.

Personen die wegens soortgelijke feiten in het buitenland een in kracht van gewijsde gegane veroordeling hebben opgelopen of die in het buitenland veroordeeld zijn tot een gevangenisstraf van tenminste zes maanden wegens enig misdrijf, worden geacht niet aan de hierboven gestelde voorwaarde te voldoen;

2° onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;

3° niet tegelijkertijd activiteiten uitoefenen in een bewakingsonderneming, een beveiligingsonderneming of een interne bewakingsdienst, activiteiten betreffende de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en de handel in munitie dan wel enige andere activiteit verrichten die, doordat ze door een privé-detective wordt uitgeoefend, een gevaar kan opleveren voor de openbare orde of voor de in- of uitwendige veiligheid van de Staat.

Wordt ambtshalve beschouwd als houdende een gevaar voor de openbare orde in de zin van het eerste lid, de gelijktijdige uitoefening van het beroep van detective en van een beroepsactiviteit die toegang geeft tot persoonsgegevens, tenzij het beroep van detective een inherent bestanddeel van de genoemde activiteit is;

4° voldoen aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden inzake beroepsopleiding en ervaring;

5° sinds vijf jaar geen lid zijn geweest van een politie- of inlichtingendienst zoals bepaald in de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, noch een militair of openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning bepaalde lijst, met dien verstande dat die termijn op tien jaar wordt gebracht voor degenen die werden afgezet of van ambtswege ontslagen uit het ambt;

6° volle 21 jaar oud zijn.

§ 2. Indien de aanvrager geen vestigingsplaats in België heeft, wordt de vergunning slechts verleend indien hij voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° geen van de in § 1, 1°, bedoelde veroordelingen opgelopen hebben;

2° onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;

3° een vestigingsplaats hebben gekozen bij een in België gevestigde vergunde privé-detective die ervoor instaat dat de aanvrager de artikelen 5, 6 en 7 naleeft;

4° niet tegelijkertijd in België of in het buitenland een activiteit uitoefenen die gelijkwaardig is aan de in § 1, 3°, vermelde activiteiten;

5° met goed gevolg de ingevolge § 1, 4°, bepaalde opleiding beëindigd of een gelijkwaardige opleiding genoten hebben;

6° in de loop van de vijf jaar die aan de aanvraag voorafgaan, geen lid zijn geweest van een dienst of geen ambt hebben bekleed, dat gelijkgesteld kan worden met deze vermeld in § 1, 5°;

7° volle 21 jaar oud zijn.

§ 3. De privé-detective moet gedurende de gehele periode tijdens welke hij zijn beroepswerkzaamheden uitoefent, voldoen aan de in dit artikel opgesomde voorwaarden.

De privé-detective bij wie de in § 2 bedoelde detective zijn vestigingsplaats heeft gekozen, moet gedurende dezelfde periode over de in artikel 2, § 1, eerste lid, bepaalde vergunning beschikken en mag niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een schorsing of intrekking van deze vergunning.

§ 4. Onafhankelijk van de verificatie van de in §§ 1 tot 3 opgesomde voorwaarden, beschikt de minister van Binnenlandse Zaken over een appreciatiebevoegdheid betreffende de door de detective of de kandidaat detective gepleegde feiten die, zelfs als ze niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een strafrechtelijke veroordeling, een ernstige tekortkoming van de beroepsdeontologie uitmaken en daarom raken aan het vertrouwen in de betrokkene. "

Art. 4. Artikel 4, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

" De in het eerste lid bedoelde uitzondering zal kunnen worden toegekend :

- hetzij aan de privé-detective waarvan de activiteit een inherent bestanddeel uitmaakt van de hoofdactiviteit;

- hetzij aan de privé-detective die voor de eerste maal de vergunning tot uitoefening van het beroep ontvangt. In dit geval zal de vergunning tot uitoefening als bijberoep slechts worden toegekend voor de eerste termijn van vijf jaar. "

Art. 5. In artikel 5 van dezelfde wet, gewijzigd door de wet van 30 juni 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

" Het is de privé-detective verboden personen die zich bevinden in niet voor het publiek toegankelijke plaatsen, met behulp van enig toestel te bespieden of te doen bespieden, of opzettelijk beelden van hen op te nemen dan wel te doen opnemen, zonder dat de beheerder van die plaats en de betrokken personen daarvoor hun toestemming hebben gegeven;

2° in het tweede lid worden de woorden " in het eerste en het tweede lid " vervangen door de woorden " in het eerste lid ".

Art. 6. Artikel 6 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

" Art. 6. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, het gebruik van bepaalde middelen en methoden door de privé-detectives in de uitoefening van hun activiteiten, beperken of verbieden. "

Art. 7. In artikel 7 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden " of omtrent het lidmaatschap van een ziekenfonds. ";

2° in het derde lid worden de woorden " of de raciale of etnische herkomst " ingevoegd na het woord " gezondheid ".

Art. 8. In artikel 8 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de huidige tekst die § 1 zal vormen, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

" De schriftelijke overeenkomst wordt gedurende vijf jaar door de privé-detective bijgehouden. ";

2° het artikel wordt aangevuld met een § 2, luidend als volgt :

" § 2. Indien de opdrachtgever terzelfdertijd de werkgever van de privé-detective is, is § 1 niet van toepassing. In dit geval houdt de privé-detective een opdrachtenregister bij. Dit register wordt aangevuld

op de datum dat de privé-detective met een opdracht wordt belast. Het bevat de volgende vermeldingen : de naam van de opdrachtgever, de nauwkeurige omschrijving van de opdracht, de datum waarop de privé-detective met de opdracht wordt belast en de datum waarop de opdracht wordt beëindigd.

Het register wordt gedurende vijf jaar door de privé-detective bijgehouden. "

Art. 9. In artikel 9 van dezelfde wet, waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

" § 2. Indien de opdrachtgever terzelfdertijd de werkgever van de privé-detective is, is .§ 1, eerste lid, 2° en vierde lid niet van toepassing. "

Art. 10. In artikel 10, derde lid, van dezelfde wet worden de woorden " in de overeenkomst bedoeld in artikel 8 " vervangen door de woorden " in de overeenkomst bedoeld in artikel 8, § 1 of in het opdrachtenregister bedoeld in artikel 8, § 2. "

Art. 11. In artikel 16 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, 1° wordt vervangen door de volgende tekst :

" 1° a) indien de privé-detective een vestigingsplaats in België heeft :

de burgemeester van de gemeente waar de privé-detective is ingeschreven in het bevolkingsregister alsook die van de gemeente waar de detective gevestigd is;

b) indien de privé-detective geen vestigingsplaats in België heeft : de burgemeester van de gemeente waar de privé-detective in toepassing van artikel 3, § 2, 3° zijn vestigingsplaats gekozen heeft. "

2° § 2, derde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

" Onverminderd de toepassing van artikel 30 van het Wetboek van Strafvordering en van artikel 1, 3° van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, moet de privé-detective die door zijn opdrachtgever wordt belast met opsporingen en onderzoeken betreffende feiten die misdaden of wanbedrijven opleveren of die, bij het vervullen van zijn opdracht, kennis krijgt van feiten die misdaden of wanbedrijven opleveren, de procureur des Konings bij de rechtbank binnen het rechtsgebied waarvan die misdaad of dat wanbedrijf is gepleegd, hiervan dadelijk en schriftelijk op de hoogte stellen. "

Art. 12. Een artikel 16bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

" Art. 16bis. De privé-detective bij wie een niet in België gevestigde privé-detective zijn vestigingsplaats gekozen heeft, oefent op deze detective het toezicht uit dat noodzakelijk is voor het naleven van zijn verplichting bepaald in artikel 3, § 2, 3°.

Hij brengt driemaandelijks een verslag uit aan de Minister van Binnenlandse Zaken over de wijze waarop de privé-detective voor wie hij instaat zijn activiteiten uitoefent. Hij is verplicht, zodra hij er kennis van heeft, de bevoegde overheden op de hoogte te brengen van elke tekortkoming van de privé-detective voor wie hij instaat. "

Art. 13. In artikel 17 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste en het vierde lid worden tussen de woorden " ambtenaren " en " aan " de woorden " en de agenten " ingevoegd.

2° Het derde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

" In de uitoefening van hun ambt kunnen de in het eerste lid bedoelde personen :

1° zich toegang verschaffen tot het agentschap van de privé-detective tijdens de gewone openings- of werkuren;

2° overgaan tot elk onderzoek, elke controle en elk verhoor, alsook alle inlichtingen inwinnen die zij nodig achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten worden nageleefd, en inzonderheid :

a) indien ze het nodig achten, alle personen met kennis van feiten die nuttig zijn voor het goede verloop van het toezicht, ondervragen;

b) ter plaatse de bescheiden, stukken, registers, boeken, schijven, banden of informatiedragers die zij voor hun opsporingen en vaststellingen nodig hebben, doen voorleggen en daarvan uittreksels, afschriften of copies nemen;

c) tegen ontvangstbewijs beslag leggen op de in b) bedoelde documenten noodzakelijk voor het bewijs van een inbreuk op deze wet en haar uitvoeringsbesluiten;

d) indien zij redenen hebben te geloven aan het bestaan van een inbreuk, in de bewoonde lokalen binnentreden, mits voorafgaande machtiging van de rechter bij de politierechtbank. De bezoeken in de bewoonde lokalen moeten tussen acht en achttien uur gebeuren en door minstens twee ambtenaren of agenten gezamenlijk geschieden.

De in het eerste lid bedoelde personen moeten de nodige maatregelen treffen om het vertrouwelijk karakter te respecteren van de persoonlijke gegevens waarvan ze kennis hebben gekregen in de uitoefening van hun opdracht en om te verzekeren dat deze gegevens uitsluitend worden aangewend voor de uitoefening van hun opdracht.

In geval een dossier betreffende de uitvoering van een opdracht door de privé-detective, in beslag wordt genomen, verwittigt deze er de betrokken opdrachtgever van.

De door de Koning aangewezen ambtenaren en agenten kunnen in de uitoefening van hun ambt de bijstand van de gemeentepolitie en van de rijkswacht vorderen. "

Art. 14. In artikel 19 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

" Zij die artikel 2 overtreden, worden gestraft met een geldboete van 1 000 frank tot 10 000 frank en met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden, of met één van die straffen alleen. Zij die artikel 7 overtreden, worden gestraft met een geldboete van 1 000 frank tot 100 000 frank en met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden, of met één van die straffen alleen ";

2° in het derde lid wordt het getal " 14 " weggelaten;

3° tussen het vierde en het vijfde lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

" Zij die artikel 14 overtreden, worden gestraft met de straffen bepaald in artikel 227 van het Strafwetboek. ";

4° in het vijfde lid worden de woorden " in het eerste tot het derde lid " vervangen door de woorden " in het eerste tot het vijfde lid ".

Art. 15. In artikel 20 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, eerste lid, wordt de zin " Het bedrag van de heffing wordt vastgesteld op 10 000 frank " vervangen door de zin " Het bedrag van de heffing wordt vastgesteld op 15 000 frank ".

2° In § 1, tweede lid, worden de woorden " daartoe worden de bedragen gekoppeld aan de spilindex 240,77 " vervangen door de woorden " daartoe worden de bedragen gekoppeld aan de spilindex 140,77 ".

3° § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

" § 3. De heffing is verschuldigd vanaf het kalenderjaar tijdens hetwelk de privé-detective zijn vergunning verkrijgt en is evenredig aan het aantal maanden gedurende dewelke de uitoefening van het beroep vergund is.

De heffingsaanslag geschiedt eenmaal per jaar, in de loop van de maand maart. Bij een eerste vergunning geschiedt de heffingsaanslag onmiddellijk.

De Koning wijst de ambtenaren en de agenten aan van het ministerie van Binnenlandse Zaken die belast zijn met de inning en de invordering van de heffing en met de controle op de naleving van de verplichtingen terzake. "

Art. 16. Artikel 22 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

" Art. 22. § 1. De detective die zijn beroepsactiviteiten reeds uitoefende op 15 april 1991 moet niet voldoen aan de opleidingsvoorwaarde, respectievelijk bedoeld in artikel 3, § 1, 4°, en in artikel 3, § 2, 5°, indien hij de in artikel 2 bedoelde vergunning heeft aangevraagd uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding van deze bepaling.

Hij moet niet voldoen aan de voorwaarde, respectievelijk voorzien in artikel 3, § 1, 5°, en in artikel 3, § 2, 6°, tenzij hij is afgezet of van ambtswege ontslagen uit zijn ambt.

§ 2. Het bewijs van de uitoefening van de beroepsactiviteiten op 15 april 1991 kan geleverd worden door alle schriftelijke bewijsmiddelen met uitzondering van de verklaring. "

Art. 17. Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Ciergnon, 30 december 1996.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

J. VANDE LANOTTE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

S. DE CLERCK